

Requiem pour la gauche

Longtemps j'ai été de gauche. Mais aujourd'hui je pourrais dire avec Jean Gabin : « Je suis un homme de gauche à qui la gauche a donné envie d'être de droite ».

Lorsque j'ai commencé à m'intéresser à la politique dans les années 70, la gauche de l'époque était très différente de ce qu'on appelle « gauche » d'aujourd'hui. Songez qu'alors la droite défendait l'immigration car elle permettait d'avoir une main-d'œuvre à bon marché, alors que la gauche la combattait car cela servait les intérêts du patronat. Impensable mais vrai. Elle était internationaliste, mais au sens de l'internationale, et pas de « Imagine ». Plus Lénine que Lennon. C'était la gauche des LIP, de l'autogestion, de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat, qui fustigeait la bourgeoisie et s'inquiétait du développement du libre-échange. Le mot « délocalisation » n'existait pas encore. On luttait au niveau local, à l'usine, l'école, la commune, sans voir que le capital préparait sa mutation : vous voulez de la liberté ? Vous en aurez, mais celle du renard dans le poulailler. Et cela va se jouer derrière un bel écran de fumée : la mondialisation, et son laboratoire : l'Europe.

Bien sûr on se berçait alors de nombreuses illusions naïves, sur l'URSS notamment, même si les mieux informés savaient ce qui se passait vraiment là-bas mais n'en disaient mot ; il ne fallait pas désespérer Billancourt comme le chuchotait Jean-Paul Sartre. Et on avait oublié que Jules Ferry ou Victor Hugo étaient de fervents colonialistes, que le Front Populaire n'aurait pas instauré les congés payés sans une intense pression sociale, et qu'il avait voté les pleins pouvoirs à Pétain, ou encore que Pierre Laval fût socialiste (tendance national).

A l'époque, on avait le plein-emploi et on était persuadé que nos enfants vivraient mieux que nous. Ne voyait-on pas le progrès en marche, l'automobile, la télévision, le frigo, et c'est tout juste si on s'inquiétait de l'arrachage des haies dans les champs, ou des rivières autrefois potables dans lesquelles la baignade devenait interdite. Les derniers bidonvilles étaient remplacés par des cités équipées du confort moderne, chauffage, eau chaude et sanitaires. Car oui, dans les années 60, il y avait encore des bidonvilles en France, y compris dans Paris comme on le voit dans le film de Chris Marker « Le joli mai ».

En 1974, Giscard arrive au pouvoir et pour beaucoup de jeunes adultes soixante-huitards, il incarne ce désir de modernité et de liberté auquel ils aspiraient. La majorité à 18 ans, une nouvelle télévision et la promesse d'une société « libérale avancée ». Très avancée, mais dans le sens qu'on donne à la viande. Le premier choc pétrolier, la rigueur, le chômage, la mise en scène ridicule du pouvoir, l'affairisme, le terrain est bien préparé pour l'arrivée de celui qui va mettre le premier clou dans le cercueil de la gauche. François Mitterrand, ancien ministre de Pétain, décoré de la Francisque et proche de la cagoule, a fait une OPA sur la SFIO rebaptisée « parti socialiste » en se drapant dans un discours de gauche qui lui va comme un tablier à une vache. Mais après la débandade du septennat de Giscard, il fait illusion et est élu président en 81, dans une mise en scène à grand spectacle. Suscitant de grands espoirs à gauche, il provoque une panique dans la bourgeoisie qui s' imagine déjà voir des chars russes sur les Champs-Élysées et va précipitamment aller planquer ses richesses à l'étranger, provoquant un effondrement de l'économie (dont elle accusera bien sûr la gauche). Deux ans plus tard, c'est le virage de la rigueur et l'instauration par Jacques Delors du contrôle des changes pour

stopper la fuite des capitaux, et le retour à une économie de marchés tant vénérée par le capital.

Les socialistes se retrouvent alors en pleine dissonance cognitive. S'ils se mettent à faire une politique de droite, comment le parti « socialiste » qui n'a plus de socialiste que le nom peut-il se différencier de la droite afin de se maintenir au pouvoir ? Mitterrand, aidé par son « baron noir » Julien Dray et avec la complicité de tout ce qui compte dans le parti de politiciens dont les convictions ont l'épaisseur d'une feuille de papier, va mettre au point une stratégie diabolique : créer une menace fictive et se présenter comme le seul rempart capable de la contenir.

Un examen de l'électorat potentiel le plus prometteur du PS va montrer que celui-ci est en grande partie composé de jeunes (merci Giscard) issus de la petite et moyenne bourgeoisie, idéaliste, peu formée aux subtilités de la manipulation psychosociologique ni du machiavélisme, et à la conscience politique essentiellement composée de slogans baba-cool bien éloignée de la pensée marxiste. Lennon va remplacer Lénine.

On va donc mettre en place une magnifique machinerie basée sur trois piliers :

- 1) Une grande cause à défendre, l'antiracisme, en instrumentalisant et engraisant les petits mouvements comme S.O.S Racisme assez marginaux et surtout inoffensif pour le capital, au contraire, car cela va permettre de museler la défiance de la « vieille gauche » face à l'immigration qui, grâce au regroupement familial (merci Chirac), était passée d'une immigration de travail à une immigration de peuplement.
- 2) Une menace imaginaire, celle d'un fascisme de théâtre à large bande, du « beauf » « Dupont-Lajoie », raciste et nostalgique du Maréchal, à la droite conservatrice. Pour cela, on va utiliser un micro-parti qui avait fait un score ridicule à la présidentielle mais qu'on va faire grossir par la loupe médiatique, semant la zizanie au passage dans la droite « classique ». Il faut dire qu'avec un Jean-Marie Le Pen, on avait là le méchant idéal. Mais, comme l'avouera plus tard Lionel Jospin, il n'y a jamais eu de menace fasciste en France.
- 3) Un idéal tout aussi fictif, celui de l'Europe, qui permettra de faire avaler à la population cet instrument de destruction démocratique massive qu'est l'Union Européenne. C'est Jacques Delors, nommé à la tête de la commission, qui se chargera de formaliser cela avec le Traité de Maastricht, un texte illisible qui, coup de chance, ne rencontrera comme opposant sérieux que Philippe Seguin, pas vraiment sexy aux yeux des jeunes, qui ne verront pas que ce texte scelle la mise en place du néo-libéralisme libre-échangiste et signe la fin de l'industrie en France et la pérennisation d'une agriculture toujours plus productiviste.

On va alors assister à une mue affligeante : le parti « socialiste » privatise plus que la droite, le parti « communiste » soutient la construction européenne (ça doit leur rappeler l'URSS), les anciens trotskystes se mettent au service du grand capital (cf. Barroso) quand ils ne virent pas à l'extrême-droite (Robert Ménard). Et les derniers prolétaires rejoignent le Front National. Qui aurait imaginé qu'un jour la « gauche » pourrait censurer un artiste ? Qui aurait imaginé qu'un ministre « communiste » signerait la privatisation du rail ? Qu'un ministre de l'intérieur issu du parti « socialiste » pratiquerait la répression policière la plus violente depuis la guerre d'Algérie ? Que des prétendus « antifa » se comportent comme de véritables fascistes en

molestant des journalistes ou en provoquant l'interdiction de conférences (y compris une conférence sur la physique théorique) ? Que des féministes défilent pour soutenir la religion la plus oppressante pour les femmes ? Qu'un premier ministre « socialiste » fasse un caca nerveux d'état parce qu'un philosophe de gauche (sans guillemets) a déclaré qu'il préférerait avoir raison avec Alain de Benoist plutôt qu'avoir tort avec Bernard-Henry Lévy ? Qu'un ancien conseiller « socialiste » de Mitterrand assimile le souverainisme à de l'antisémitisme ? Que de nombreuses personnes « de gauche » croient dur comme fer que Jean-Pierre Chevènement est d'extrême-droite ? Et tous ces électeurs « de gauche » qui se sont précipités pour voter pour Macron parce qu'il fallait comme les castors « faire barrage » à une menace fasciste purement imaginaire alors que, si on se base sur la définition du fascisme qu'en donne cet expert en la matière, Benito Mussolini (un ex-socialiste), c'est Macron qui correspond le mieux aux critères : l'état au service du capital, la réduction voire la censure de l'opposition (du moins celle qui dérange vraiment), la force, la marche en avant comme finalité en soi. Le plus « facho » des deux n'est peut-être pas celle qu'on pense, ce qui n'excuse pas Marine Le Pen pour son incompétence, ni son parti pour sa xénophobie chronique.

En parlant de « facho », avez-vous remarqué que certaines personnes considèrent que le fascisme serait une forme de maladie contagieuse et qu'il suffirait de vous retrouver dans une salle (de concert, de café...) avec une personne considérée comme « facho » pour faire de vous, par transitivité, un « facho » à part entière ? Pire encore, si votre métier vous avait amené à travailler avec une de ces personnes. De même, certains considèrent que si une personne est « facho », tout ce qu'elle dit serait frappé d'infamie ? Ne dites pas par exemple que « l'histoire est écrite par les vainqueurs » même si c'est plutôt vrai : cette citation est de Brasillach alors prudence. Même conseil avec toutes les autres antichambres du point Godwin (antisémitisme, révisionnisme, complotisme, confusionnisme...). Etienne Chouard, pourtant bien innocent, ou encore Vincent Lapierre, en ont fait les frais et ils ne sont pas les seuls, la liste est longue.

Aujourd'hui je dirai comme Alain Finkielkraut que c'est parce que je suis de gauche que je ne me reconnaît plus dans cette « gauche » qui n'a plus de gauche que le nom. Et si par malheur les prochaines élections amenaient un deuxième tour Macron/Le Pen, ne comptez pas sur moi pour faire le castor.